

**Union européenne - Europe de la  
défense - Réponse de M. Edouard  
Philippe, Premier ministre, à une  
question au gouvernement à  
l'Assemblée nationale**  
(Paris, 14 novembre 2017)

Question sur l'Europe de la défense

Monsieur le Député, nous vivons dans un monde dangereux, et tout indique qu'il le restera encore pendant de longues années. Dans un tel monde, nous devons penser à notre défense ; nous devons pour cela nous organiser et agir. Hier, à Bruxelles, lors de la réunion du Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne, vingt-trois États membres - dont la France - ont notifié leur intention de participer à la coopération structurée permanente en matière de défense. Cet approfondissement est prévu par les traités ; il a vu le jour à l'initiative de Paris et de Berlin, avec l'aide de la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Mogherini.

Cela faisait longtemps que nous y travaillions avec nos partenaires : l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne. Cette lettre d'intention constitue un signal politique fort ; elle témoigne d'une réelle unité : non seulement l'idée, mais aussi la réalité de l'Europe de la défense avancent.

Les vingt engagements qui ont été pris par les États membres ne sont pas des vœux pieux : ce sont des engagements précis, concrets et contraignants. Je ne les citerai pas tous ; je me bornerai à vous en dire l'essentiel. Il s'agit d'abord du maintien ou de l'augmentation des budgets de la défense en Europe, notamment en matière d'investissements. Il s'agit ensuite du développement en commun de capacités de défense, de la facilitation du financement des opérations que nous menons en commun, et du rapprochement des procédures nationales de décision.

C'est dans cet esprit que le président de la République a proposé l'initiative européenne d'intervention, qui vise à développer une culture opérationnelle partagée. Cette étape, monsieur le député, est importante, et doit nous permettre d'atteindre l'objectif décisif que nous nous sommes fixé : renforcer l'autonomie stratégique de l'Union européenne.

Pour ce faire, nous souhaitons deux choses. Premièrement, que les travaux conduits en parallèle sur le Fonds européen de la défense progressent rapidement afin que les premiers projets puissent être financés dès 2019. Deuxièmement, que les instruments financiers variés déjà prévus pour financer la recherche, le développement conjoint des capacités, le financement commun des opérations et le renforcement des capacités de nos partenaires, en étant pérennisés, se conjuguent et s'additionnent, afin de constituer la base du budget commun de la défense que le président de la République a appelé de ses vœux lors de son discours à la

Sorbonne.

C'est dans cet esprit, Monsieur le Député, que nous allons travailler. Je me réjouis des avancées qui ont été réalisées dernièrement./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)